

PRIX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 2015 DU CESE

Récompenser l'excellence dans les initiatives de la société civile



La lutte contre la pauvreté



Comité économique et social européen

La société civile: une force dans la lutte pour l'éradication de la pauvreté et de l'exclusion sociale en Europe

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale doit être une priorité absolue pour l'Union européenne d'aujourd'hui, d'abord pour des raisons morales évidentes, ensuite parce qu'elle est explicitement inscrite dans le traité sur l'Union et enfin parce que, pour retrouver l'adhésion de ses citoyens, l'Union doit démontrer qu'elle se soucie d'eux. C'est pourquoi le Comité économique et social européen (CESE) a décidé d'octroyer le prix de la société civile de cette année à des organisations qui se sont illustrées par leur créativité et leurs réussites, apportant une réelle valeur ajoutée dans la lutte contre ces problèmes.

La pauvreté constitue une violation des droits de l'homme. Elle met en péril tous les aspects du bien-être dans la société, notamment sur le plan de l'éducation, de la santé à long terme et des relations au sein des familles. De ce fait, elle mine non seulement l'avenir d'individus, mais aussi celui de la communauté dans son ensemble.

En 2010, la «stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive» a mis en exergue la nécessité de lutter contre la pauvreté et de réduire les inégalités, afin de permettre à tout un chacun de contribuer à une Europe prospère, et d'en tirer parti aussi. L'un de ses sept grands objectifs consiste à sortir 20 millions de personnes de la pauvreté d'ici 2020. Malheureusement, force est de constater que la crise économique a éloigné l'Union européenne de ces objectifs. Les mesures d'austérité ont entraîné des réductions dans la fourniture de services essentiels et ont accru le chômage dans toute l'Europe, générant davantage de pauvreté au lieu de la réduire.

Les statistiques officielles indiquent que la pauvreté menace désormais 5 millions de citoyens européens en plus par rapport à 2008. L'année dernière, plus de 24 % de la population, soit 122 millions de personnes, étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale. Mon propre pays, la Grèce, affichait l'un des taux les plus élevés à cet égard: 36 %* de la population vivant sous cette menace, soit une augmentation de 7,9 % par rapport à 2008. Dans l'ensemble de l'Union, près de 9 % des citoyens connaissent un dénuement matériel extrême, ce qui signifie qu'ils n'étaient pas en mesure de payer leurs factures, de chauffer leurs foyers, de manger sainement ou d'acheter des biens de première nécessité.

La pauvreté des enfants est particulièrement préoccupante. Les enfants représentent l'avenir de l'Europe et nous devons reconnaître leurs droits. Investir dans l'enfance est une nécessité économique et sociale. Les États membres jouent un rôle crucial dans l'élaboration des politiques ayant des incidences sur le bien-être des enfants et le CESE souhaite une plus grande responsabilisation en la matière, la société civile devant être pleinement associée à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions nationales.

Le phénomène des travailleurs pauvres constitue une autre évolution alarmante. L'emploi a toujours été considéré comme le meilleur moyen d'échapper à la pauvreté, mais l'essor des emplois précaires et peu



rémunérés en Europe au cours des dernières années fait que des familles entières ont du mal à joindre les deux bouts, même lorsque les parents travaillent.

Dans sa communication intitulée «État des lieux de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive», la Commission européenne reconnaît que le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté pourrait rester proche de 100 millions en 2020. «La crise a montré la nécessité de systèmes de protection sociale efficaces», y précise-t-elle.

Il est donc d'autant plus important de réformer l'une des initiatives phares de la stratégie Europe 2020, à savoir la plateforme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en vue d'en faire un véritable forum permettant la participation de la société civile, le partage d'initiatives sociales et de lutte contre la pauvreté et l'adoption de mesures plus fermes. L'objectif initial de la plateforme, qui a été créée en 2010 et restera active jusqu'en 2020, était de créer un cadre dynamique réunissant les institutions de l'Union, les États membres et la société civile. Or, jusqu'à présent, les États membres ont concentré leurs efforts sur la croissance économique, négligeant les objectifs sociaux et environnementaux essentiels de la stratégie Europe 2020.

Le CESE reconnaît que la pauvreté et l'exclusion sociale peuvent être des défis aux multiples facettes, qui voient se chevaucher les problématiques du logement, de la santé, de l'éducation, de l'accès à l'emploi, de l'endettement et de la dépendance, pour n'en citer que quelques-unes. Les organisations de la société civile, dans l'ensemble de l'Union européenne, s'attaquent à ces problèmes, en concentrant souvent leurs efforts sur les besoins locaux et, surtout, en associant des personnes vivant dans la pauvreté à leurs programmes et activités.

Au moyen du prix 2015 de la société civile, le CESE récompense des initiatives de lutte contre la pauvreté en Europe, qui promeuvent l'inclusion économique et sociale, et responsabilisent les citoyens en vue d'améliorer leurs conditions de vie. Je tiens, à cet égard, à remercier mes collègues membres du Groupe «Communication» du Comité, qui ont géré les opérations, d'abord sous la présidence de Jane Morrice pendant le mandat précédent, puis sous celle de Gonçalo Lobo Xavier, ainsi que les services administratifs de notre Comité qui les ont assistés.

Je suis fier de pouvoir présenter ci-après les lauréats de l'édition 2015 du prix de la société civile du CESE. Je les félicite de leur mérite et, par-delà ces quelques lauréats, je tiens à saluer, au nom de tous mes collègues représentant la société civile européenne auprès des institutions, toutes les femmes et tous les hommes qui, dans nos pays, se battent avec courage pour soulager des souffrances, pour réduire l'impact de la pauvreté ou pour mettre un terme à ce fléau. Honneur à eux.

Georges Dassis

Président du Comité économique et social européen

1

1^{er} prix:

Armut und Gesundheit in Deutschland Association «Pauvreté et santé en Allemagne»

Pauvreté et mauvaise santé vont souvent de pair. Des éléments déterminants prouvent que les pauvres sont davantage sujets aux maladies et ont une espérance de vie plus courte que les personnes plus aisées. L'association Armut und Gesundheit in Deutschland («Pauvreté et santé en Allemagne») a été fondée en 1997 à Mayence, avec pour objectif d'offrir des soins de santé de qualité à tous, indépendamment de leurs ressources financières.



En Allemagne, la pauvreté a atteint son niveau le plus élevé depuis la réunification du pays. En 2013, elle touchait plus de 15 % de la population, soit quelque 12 millions de personnes, dont 2,5 millions d'enfants.

Les pauvres n'ont pas les moyens d'acheter les médicaments et traitements dont ils ont besoin. Et si la pauvreté entraîne la maladie, celle-ci accroît à son tour la pauvreté. Une étude menée à Hambourg a montré que la maladie est à l'origine de 10 % des problèmes d'endettement.

Armut und Gesundheit met en œuvre le programme dit «modèle de Mayence», qui offre aux sans-abri toute la panoplie des soins médicaux, en intégrant ces personnes dans le système de santé ordinaire. Son unité mobile de soins de santé offre des services médicaux, infirmiers et sociaux aux personnes vivant dans la rue. *«L'aspect le plus fondamental de notre organisation est l'approche que nous adoptons à la base de notre travail»,* explique M. Jari Trabert, directeur adjoint de l'association. *«Il s'agit d'une approche participative, fondée sur le respect, l'égalité et le contact en face à face.»*

La «clinique sans frontières», accessible sans rendez-vous, offre ses services à tous ceux qui n'ont pas d'argent ou d'assurance-maladie. En 2014, elle a traité 1 500 patients issus de plus de 30 pays. Une autre initiative, le projet «Street Jumper», s'articule autour d'une caravane aux couleurs vives qui sillonne les quartiers défavorisés pour proposer aux enfants et aux jeunes un lieu d'accueil pour lire, jouer et échanger sur leurs problèmes, en toute sécurité.

«Recevoir une récompense est toujours une expérience fantastique, mais pour une organisation de taille relativement modeste comme la nôtre, c'est encore plus que cela», ajoute M. Trabert. *«La publicité et une couverture médiatique positive sont essentielles pour notre survie, car Armut und Gesundheit n'est financée que par des dons. C'est particulièrement en hiver que la situation des sans-abri est alarmante, et avec le nombre croissant de réfugiés, nous intensifions notre travail dans ce domaine. Le montant du prix sera réinvesti dans tous ces projets.»*

Par ce choix, le CESE montre non seulement qu'il soutient la lutte contre la pauvreté, mais également qu'il œuvre pour améliorer la santé et le bien-être de tous les êtres humains, sans exception.

L'organisation fait également campagne auprès des politiques et dans les médias pour sensibiliser davantage la population à la pauvreté. Elle soutient des projets similaires en Roumanie, en Ukraine, en Grèce, mais aussi sur d'autres continents, au Congo et en Indonésie, et prévoit d'ouvrir un centre de santé pour les enfants des rues au Kenya.

M. Trabert estime que *«par ce choix, le CESE montre non seulement qu'il soutient la lutte contre la pauvreté, mais également qu'il œuvre pour améliorer la santé et le bien-être de tous les êtres humains, sans exception».*

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS:

www.armut-gesundheit.de

1^{er} prix:

Y-Foundation

Diminuer le nombre de personnes sans-abri en promouvant la construction de logements sociaux en tant que droit de l'homme

1

Y-Foundation a un objectif clair: mettre fin au sans-abrisme en Finlande en proposant des logements locatifs abordables et de bonne qualité.

En 1985, lorsque les collectivités locales, les églises, les syndicats, les organisations non gouvernementales et d'autres acteurs ont créé Y-Foundation, la Finlande comptait 20 000 personnes sans abri. Rien qu'à Helsinki, plus de deux mille personnes dormaient dans des centres d'hébergement. Depuis lors, la fondation a contribué à réduire ce nombre à 7 100 personnes et 420 familles.

Son approche innovante consiste à acheter des appartements sur le marché privé, à les rénover pour les transformer en logements sociaux dont les loyers sont jusqu'à 30 % inférieurs à la moyenne, ce qui les rend accessibles à certaines des populations les plus vulnérables, y compris les anciens détenus, les toxicomanes et les personnes souffrant de troubles psychiatriques.

La lettre «Y» provient du terme finnois «yksinäinen», qui signifie «isolé». Le sans-abrisme est étroitement lié à la pauvreté et à l'exclusion sociale. *«Nous avons été parmi les premières organisations à appliquer le principe «Housing First» (priorité au logement), explique Juha Kaakinen, président directeur général de la fondation. «Un logement offre aux personnes une base leur permettant d'apporter d'autres changements à leur vie.»* Outre la dignité humaine, la fondation promeut une meilleure santé et des perspectives d'emploi, ainsi que l'accès à la protection



Un logement offre aux personnes une base leur permettant d'apporter d'autres changements à leur vie.

sociale. À titre d'exemple, deux locataires d'Y-Foundation travaillent désormais pour l'organisation.

Le succès de la fondation repose sur la mise en place de partenariats, y compris la coopération avec les collectivités locales, et sur la participation des locataires à la gestion de leurs biens. La durabilité environnementale est importante; les biens sont aménagés de manière à réduire la consommation d'énergie et permettent, autant que se peut, d'accéder aux transports publics.

Selon M. Kaakinen, le prix de la société civile aura un impact très significatif. *«Une telle reconnaissance européenne est une grande source de motivation pour notre personnel. Elle est importante aussi au plan national, car il est essentiel de faire davantage connaître notre travail en Finlande. Cela permet également de sensibiliser à la situation des sans-abris et à la pauvreté, ce qui facilite le débat public sur ces questions.»* Y-Foundation s'est déjà vu décerner d'autres distinctions, dont le prix «Habitat mondial».

Cette année, la fondation a lancé un nouveau projet. *«Nous avons commencé à examiner de quelle manière nous pouvons trouver des possibilités d'emploi pour nos locataires»,* explique M. Kaakinen. *«L'argent du prix peut être utilisé d'une façon très ciblée, pour mettre en place ce système permettant de procurer des emplois.»*

POUR EN SAVOIR D'AVANTAGE:

www.ysaatio.fi/in-english/

Y-Foundation possède désormais 7 700 appartements dans 53 villes, et inspire des initiatives non seulement dans d'autres pays européens, mais aussi au Japon, aux États-Unis, en Russie et en Amérique du Sud.

2

2^e prix:

Association nationale de développement des épiceries sociales et solidaires (ANDES) Programme Uniterres

Tandis que la crise économique a débouché sur une hausse de la pauvreté alimentaire en Europe, nombreux sont les petits exploitants agricoles et producteurs qui éprouvent de plus en plus de difficultés à assurer leur subsistance.

Le programme Uniterres, mis en place en France en 2011, bénéficie à chacun de ces groupes en soutenant les épiceries sociales et solidaires qui vendent des denrées alimentaires produites localement à des prix inférieurs à ceux du marché tout en offrant aux agriculteurs un prix équitable. Cela renforce le lien entre consommateurs et

producteurs, permet aux plus démunis d'avoir accès à des fruits et légumes frais de qualité et favorise une alimentation saine.

Uniterres protège les revenus des petits agriculteurs par un système de précommandes. *«Les prix sont fixés au début de la saison pour l'ensemble de celle-ci, ce qui n'est pas le cas sur le marché conventionnel»*, déclare Christian Brunet, producteur maraîcher, dont l'activité était au bord de la faillite avant qu'il n'adhère au programme.

«Notre organisation est composée de gens qui s'engagent dans ce qu'ils font; nous fonctionnons réellement en équipe, en partenariat avec de nombreuses associations de terrain aidées par des volontaires», explique Isabelle Techoueyres, assistante du programme Uniterres. *«Nous travaillons avec les petits agriculteurs, les bénéficiaires de l'aide alimentaire, les personnes en situation précaire, et nous bénéficions du soutien d'institutions publiques et privées. Pour chacune de ces personnes, le prix de la société civile est porteur de sens et très gratifiant. Il s'agit d'une reconnaissance européenne pour tous les participants au programme!»*

Uniterres soutient actuellement 124 petits agriculteurs dans le sud-ouest de la France, fournit 53 épiceries sociales et solidaires et apporte une aide alimentaire à 20 000 bénéficiaires chaque année. Le fait de contribuer plutôt que d'être «assisté» est un facteur de promotion de l'indépendance personnelle et de la dignité. Les magasins évitent le gaspillage alimentaire par une planification rigoureuse des produits requis, et luttent contre les inégalités en matière de santé en permettant aux personnes vulnérables d'accéder à des denrées alimentaires de qualité. *«De nombreux bénéficiaires du programme sont heureux de perdre ou de gagner du poids, car ils sentent qu'ils jouissent d'une meilleure alimentation»*, remarque Mme Techoueyres.



En juin 2015, Uniterres a remporté le prix français «La France s'engage». *«Le prix de la société civile constitue une reconnaissance supplémentaire, qui montre que la plupart des régions de l'UE partagent une vision commune des défis qu'elles doivent relever et des objectifs qu'elles souhaitent atteindre»*, déclare Véronique Blanchot, responsable du programme Uniterres. *«Les fonds dont nous allons bénéficier grâce au prix serviront à employer une douzaine de jeunes qui seront chargés de développer les relations entre bénéficiaires de l'aide alimentaire et agriculteurs locaux»*.

Uniterres est désireuse de partager son expérience. Des partenaires en Espagne et en Belgique envisagent des programmes similaires, et l'ANDES a été invitée à contribuer à la mise en place d'un système du même type à Mumbai, en Inde.

Notre organisation
est composée
de gens qui
s'engagent dans
ce qu'ils font.

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS:

[www.epiceries-solidaires.org/
news/uniterres-des-circuits-
courts-dans-le-reseau-des-
epiceries-solidaires](http://www.epiceries-solidaires.org/news/uniterres-des-circuits-courts-dans-le-reseau-des-epiceries-solidaires)

2

2^e prix:

Third Age

Un projet de Fáilte Isteach



Dans un pays tel que l'Irlande, le fait de vieillir peut mener à la pauvreté et à l'isolement, aussi bien dans les villes que dans les zones rurales. Third Age (Troisième âge) encourage les personnes âgées à continuer à participer activement à la vie de leur communauté par le biais d'un certain nombre d'activités et de services.

Fáilte Isteach (Bienvenue) est un projet communautaire qui tire parti des compétences, de la sagesse et de l'expérience des personnes âgées en les recrutant comme tuteurs bénévoles pour enseigner l'anglais.

Au cours des quinze dernières années, de nombreux migrants sont venus en Irlande pour chercher un emploi. Ils représentent désormais 12 % de la population du pays, soit plus d'un demi-million de personnes originaires de 199 pays différents. Or, 80 000 d'entre eux ne parlent pas bien anglais, ce qui les empêche de s'intégrer pleinement dans la société irlandaise. Les 800 tuteurs bénévoles de Fáilte Isteach dispensent gratuitement 40 000 heures de cours par an qui couvrent tous les niveaux et aident les étudiants à obtenir un travail et à échapper au risque de pauvreté.

«Fáilte Isteach offre aux personnes âgées la possibilité de montrer que, loin d'être un "fardeau pour la société", elles peuvent contribuer à résoudre bon nombre de problèmes auxquels nous sommes confrontés», affirme Ariana Ball, directrice. Les bénévoles apportent également leur point de vue personnel sur les valeurs et les modes de vie traditionnels de l'Irlande.

Cela contribue à une société bienveillante, qui valorise la diversité et considère nos nouveaux migrants comme une force positive.

Le projet favorise la compréhension mutuelle et permet de lutter contre la xénophobie et le racisme. *«Nous sommes pleinement conscients de la crise des réfugiés que connaît actuellement l'Europe», indique Mme Ball. «Le fait d'avoir remporté un prix de la société civile permettra à Fáilte Isteach de jouer un rôle à part entière dans le soutien aux réfugiés qui seront réinstallés en Irlande à l'avenir et de partager le projet avec un public européen plus large.»*

Fáilte Isteach a lancé le projet Third Age en 2006, dans le comté de Meath, et à la fin de l'année 2015, l'organisation prévoit d'être implantée dans les 26 comtés d'Irlande. Chaque semaine, plus de 2 200 migrants et demandeurs d'asile ont recours à ses services.

Les Polonais représentent la plus vaste minorité d'Irlande; Maria, âgée de 53 ans, fait partie des bénéficiaires. *«Nous pouvons rencontrer des Irlandais et des personnes d'autres nationalités, mais nous pouvons surtout apprendre à parler et à écrire en anglais, ce qui est très important»*, explique-t-elle.

«Nous avons constaté les changements durables que Fáilte Isteach a apportés à 83 communautés situées dans des zones urbaines, suburbaines et rurales d'Irlande», indique Mme Ball. *«Cela contribue à une société bienveillante, qui valorise la diversité et considère nos nouveaux migrants comme une force positive. Le prix récompense la formidable contribution apportée par nos nombreux bénévoles.»*

POUR PLUS D'INFORMATIONS:

www.thirdageireland.ie

2^e prix:

Barka Foundation for Mutual Help (fondation Barka pour la promotion de l'entraide) – Système intégré de soutien à l'éducation et à l'entrepreneuriat social

2

La Fondation Barka (ce mot signifie «barque» en polonais) a été créée en 1989, au cours des années difficiles qu'a connues la Pologne après le changement de régime. Cette fondation met en place des conditions visant à offrir des possibilités de développement personnel et social à des personnes et à des communautés vulnérables, grâce à un système proactif de réinsertion sociale et professionnelle qui touche plus de 5 000 personnes par an.

Barka a commencé par mettre sur pied trente communautés autosuffisantes en Pologne, en transformant d'anciennes fermes d'État en exploitations agricoles biologiques et en entreprises sociales. À l'heure actuelle, ce sont un millier de personnes et de familles vulnérables qui vivent dans ces communautés.

Entre 1989 et 2000, Barka a créé des institutions et des centres d'enseignement exemplaires pour les chômeurs. Dans le même temps, cette fondation a travaillé avec le gouvernement polonais à l'élaboration de quatre lois régissant les partenariats entre ONG et institutions publiques, les centres d'intégration sociale et professionnelle, les coopératives sociales et les entreprises de construction favorisant des logements abordables.

De 2004 à 2015, elle a créé plus de 200 centres d'intégration sociale pour venir en aide à des chômeurs et à des adultes vulnérables, notamment toxicomanes, anciens prisonniers, mères célibataires et personnes handicapées, et les encourager à devenir des entrepreneurs sociaux. Quelque 1 200 entreprises sociales, pourvoyeuses de dizaines de milliers d'emplois, ont été créées en partenariat avec des collectivités territoriales et des organisations de bénévoles. Deux d'entre elles ont été sélectionnées pour le prix de la meilleure entreprise sociale en 2015 par le ministère du travail.

La reconnaissance
du CESE que nous
apporte le prix de
la société civile est
importante parce
qu'elle confirme
l'efficacité et
l'efficacité du
système qui repose
sur l'économie
sociale et
l'entrepreneuriat
social.



«La reconnaissance du CESE que nous apporte le prix de la société civile est importante parce qu'elle confirme l'efficacité et l'efficacité du système qui repose sur l'économie sociale et l'entrepreneuriat social», a déclaré Mme Ewa Sadowska, membre de la fondation.

«Ce prix va renforcer considérablement notre rôle dans le développement international de l'économie sociale». Récemment, la fondation Barka a été approchée par des ONG et institutions macédoniennes et serbes, intéressées par une reproduction du système polonais sur leur territoire.

Elle a également travaillé, avec la diaspora africaine en Europe et des communautés locales au Kenya et en Éthiopie, à reconstituer des communautés rurales en Afrique de l'Est grâce à des systèmes de partenariat local et des entreprises sociales. Suite à cela, le fondateur de Barka a été officiellement admis au Conseil des Anciens des Pokomos, un groupe ethnique du Kenya.

Barka travaille déjà en Belgique, en Allemagne, en Irlande, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni et vient en aide aux ressortissants des pays d'Europe centrale et orientale qui ont migré vers un autre pays de l'UE afin d'y trouver un travail et une vie meilleure et se sont retrouvés dans le besoin. Au cours des neuf dernières années, la fondation a aidé 12 000 citoyens vulnérables dans des villes d'Europe occidentale à réintégrer leurs communautés dans leur pays, en leur proposant réadaptation, traitements contre les addictions et formation professionnelle.

Jerzy est l'un d'entre eux, un ancien marin qui travaillait au noir sur des chantiers de construction à Londres avant que l'alcoolisme ne lui fasse perdre son emploi et son logement. Avec l'aide de la Fondation, il a remonté la pente et aide à présent des migrants sans-abri en Irlande – preuve vivante de la politique de Barka qui consiste à briser la barrière qui sépare bénéficiaires et prestataires des aides et à reconnaître le potentiel de chacun.

**POUR PLUS D'INFORMATIONS,
CONSULTER LE SITE INTERNET:**

www.barka.org.pl

L'argent du prix que recevra Barka permettra de créer un nouveau centre multiculturel pour les migrants et les réfugiés à Poznań, afin de les aider à s'intégrer dans les communautés locales et sur le marché du travail. *«Cette somme contribuera à couvrir les coûts de*

rénovation et de réaménagement des bâtiments et des locaux destinés à la formation professionnelle», indique Mme Sadowska.

Reconnaître dûment le rôle des organisations de la société civile

Le Comité économique et social européen a lancé le prix de la société civile en 2006 dans le but de mettre en évidence et de récompenser les réalisations de citoyens actifs dans toute l'Europe, qui s'emploient à apporter une meilleure qualité de vie à leurs communautés.

En 2015, ce prix récompense des organisations ou des membres de la société civile organisée qui luttent contre le risque croissant de pauvreté et, partant, d'exclusion économique et sociale de ceux qui vivent sous cette menace.

Le CESE est le seul organe à œuvrer au niveau de l'Union européenne à la représentation des intérêts de tous les secteurs de la société civile. En tant que tel, l'une de ses tâches principales consiste à sensibiliser au rôle essentiel que jouent les organisations de la société civile, jour après jour, pour encourager la solidarité et l'intégration européennes et promouvoir les valeurs et les principes communs sur lesquels l'unité européenne est fondée. Ces principes incluent notamment le droit de chaque citoyen à vivre dans la dignité et à l'abri du besoin. Dans le cadre de ce prix, le Comité a cherché à récompenser des projets innovants dans un large éventail de domaines tels que l'aide sociale, le logement, l'éducation et la santé, la pauvreté au travail («les travailleurs pauvres»), la pauvreté énergétique, la pauvreté infantile, le sans-abrisme, l'exclusion financière et le surendettement, ou encore la coopération avec les pouvoirs publics.

La valeur du prix s'élève à 50 000 euros, montant qui est partagé entre les cinq lauréats. Le concours annuel est ouvert à toute organisation ou membre de la société civile officiellement reconnu dans l'UE et engagé à l'échelon européen, national, régional ou local. Les candidats doivent néanmoins avoir été désignés par une organisation de la société civile paneuropéenne, un membre du CESE ou un conseil économique et social national.

Au cours des années précédentes, les prix ont bénéficié à des projets en faveur de la population rom, de la promotion de modes de vie durables, de la création d'emplois «verts», de la mise en réseau, de l'éducation, de campagnes de sensibilisation, de la lutte contre l'injustice et de la défense des intérêts de la jeunesse.

En 2015, à mi-parcours de la stratégie Europe 2020 de l'UE, dont l'un des objectifs est de sauver vingt millions de personnes supplémentaires d'une exposition au risque de pauvreté, prendre des initiatives concrètes et efficaces pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale est une priorité urgente.

Cette année, plus de cent candidatures ont été reçues en provenance de vingt-quatre États membres – le plus grand nombre jamais reçu. Les quatre-vingt-six candidatures recevables ont fait l'objet d'une évaluation par un groupe de quatre évaluateurs qui ont dressé une liste de présélection des meilleurs candidats. Le président du CESE, les deux vice-présidents, les présidents des trois groupes et le secrétaire général ont ensuite sélectionné les lauréats.

Pour ce faire, ils ont appliqué toute une série de critères, allant de l'évaluation de la réussite de l'initiative en fonction des bénéfices apportés à son public-cible, à sa contribution au bien-être de la collectivité, à la défense des droits de l'Homme et à la sensibilisation au problème de la pauvreté, en passant par son impact à long terme et son caractère durable ainsi que sa couverture géographique. Les projets des lauréats devaient se caractériser par leur nature innovante, créative et unique, et surtout inclure des personnes effectivement aux prises avec la pauvreté et l'exclusion sociale.

Comité de sélection du Prix de la société civile

Georges Dassis,

président du CESE et président du jury

Michael Smyth,

vice-présidente du CESE

Gonçalo Lobo Xavier,

vice-présidente du CESE

Jacek Krawczyk,

président du groupe des employeurs du CESE

Raymond Henckes,

membre du Bureau du CESE (en remplacement de Gabriele Bischoff, présidente du groupe des travailleurs du CESE)

Luca Jahier,

président du groupe "Activités diverses" du CESE

Luis Planas Puchades,

secrétaire général du CESE



Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"
EESC-2015-83-FR

www.eesc.europa.eu

© Union européenne, 2015
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Toute utilisation ou reproduction de chacune des photographies est soumise à une autorisation préalable
à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur:

p. 1, 4: © Andreas Reeg
p. 5: © Union européenne, 2015
p. 7: © Lydie Lecharpentier pour A.N.D.E.S.-Uniterres
p. 8: © Third Age Fáilte Isteach
p. 10: © Barka Foundation



Print
QE-02-15-957-FR-C
ISBN 978-92-830-3012-6
doi:10.2864/64030

Web
QE-02-15-957-FR-N
ISBN 978-92-830-3014-0
doi:10.2864/728513

FR